# Sécheresse, pesticides : les défis du Salon de l'agriculture

***Emmanuel Macron inaugure ce samedi le Salon de l'agriculture, en compagnie de la présidente de la FNSEA Christiane Lambert. Face aux urgences liées au dérèglement climatique et à la biodiversité, la ligne du gouvernement reste floue.***

**Mediapart** Amélie Poinssot le 24 février 2023 à 19h21

C'estC'est la grand-messe annuelle pour le monde agricole. Ce moment où, Porte de Versailles à Paris, toute la famille  est réunie, des lobbies productivistes aux défenseurs d'un modèle plus écologique. Cette année, le Salon de l'agriculture prend une tonalité particulière, après l'édition 2021 annulée en raison du Covid, puis l'édition 2022 écrasée par le déclenchement de la guerre russe en Ukraine.

Il va faire figure de test pour le président Emmanuel Macron, qui s'y rend samedi 25 février, après un premier mandat particulièrement généreux pour l'agro-industrie. Les années qui viennent ont été placées sous signe de l'écologie : *« Ce quinquennat sera écologique ou ne sera pas »*, a promis le chef de l'État, qui sera présent à l'inauguration en présence de Christiane Lambert, présidente de la FNSEA, et du ministre de l'agriculture, Marc Fesneau.

Plus que jamais, le secteur agricole est sommé de faire évoluer ses pratiques. La sécheresse record qui s'abat sur l'Hexagone depuis un an, et qui s'est exacerbée pendant cet hiver sans pluie, empêchant les eaux souterraines de retrouver leur niveau normal, met à mal le modèle d'irrigation jusqu'ici encouragé par le ministère de l'agriculture. Les mégabassines, conçues pour puiser dans les nappes phréatiques en plein hiver, restent ainsi la solution portée par le ministre, Marc Fesneau, pour arroser les régions ouest et sud-ouest de la France dans les années à venir.

Le salon, qui dure jusqu'au 5 mars, ne verra pas l'exécutif changer de braquet sur ce modèle voulu par la FNSEA, mais qui suscite de vives oppositions partout ailleurs. L'Élysée promet toutefois *« un cap clair, à la fois autour des économies d'eau qu'on doit collectivement faire, mais aussi de cette reconnaissance absolue que l'agriculture a besoin d'eau pour produire l'alimentation des Français »*. Il y aura une réflexion, nous dit-on, sur la manière de mieux irriguer, d'utiliser moins d'eau et de cultiver des variétés plus résistantes à la sécheresse. Développer le recyclage des eaux usées pour moins prélever dans la nature est actuellement la piste privilégiée ; un décret est attendu pour la fin mars.

Cette 58e édition du Salon de l'agriculture arrive cependant dans une séquence politique particulière pour la Rue de Varenne. Rappelé à l'ordre le 19 janvier par la justice européenne, le ministre de l'agriculture a dû retirer illico les néonicotinoïdes, ces insecticides tueurs d'abeilles que les producteurs de betteraves avaient remis en route grâce à une dérogation obtenue il y a trois ans.

Marc Fesneau s'est retrouvé critiqué de toutes parts : pas assez vert pour les associations environnementales, au vu du nombre ahurissant de pesticides encore autorisés…, et trop inféodé à l'Union européenne, pour le lobby des betteraviers et la FNSEA, qui ont réussi la prouesse de mobiliser, en guise de protestation, plus de 600 tracteurs sur l'esplanade des Invalides à Paris. La traditionnelle entente entre le ministère et le syndicat a semblé brièvement battre de l'aile...

Depuis, les acteurs de la filière ont obtenu ce qu'ils voulaient : une indemnisation totale, sans plafond, si une épidémie de jaunisse venait à décimer leurs cultures cette année – en 2020, l'enveloppe, qui s'élevait déjà à 60 millions d'euros d'argent public, avait été jugée insuffisante par les betteraviers.

À lire aussi Mégabassines, la guerre de l'eau le 27 janvier 2023
Néonicotinoïdes : comment les alternatives écologiques ont été empêchées le 27 janvier 2023

*« On a sécurisé dans l'urgence ce secteur »*, précise l'Élysée. Si les néonicotinoïdes étaient, selon les betteraviers, la seule solution pour éliminer le puceron vecteur de la maladie, la planche à billets a l'air de fonctionner également.

Au-delà des « néonics », c'est la question de l'usage des pesticides en agriculture qui est en jeu, alors que ces produits toxiques ont une lourde responsabilité dans la chute de la biodiversité en cours. Bouleversement majeur en parallèle du dérèglement climatique, cet effondrement fait enfin l'objet d'une politique européenne : le Pacte vert (« Green Deal ») initié par la Commission a intégré une feuille de route axée sur la préservation de la biodiversité. Dans ce cadre, l'usage des pesticides sur le continent doit être réduit de moitié d'ici à 2030 et une nouvelle règlementation européenne sur les pesticides doit voir le jour cette année.

Le calendrier ne cesse d'être repoussé, et Paris n'est pas du tout proactif sur ce dossier. *« Pas d'interdiction sans solution »* : c'est le mantra répété à l'unisson par Christiane Lambert et Marc Fesneau. Autrement dit, pas d'interdiction sans mise au point de produits chimiques aux effets équivalents.

Après les différents plans gouvernementaux dits Ecophyto lancés depuis 2008 qui ont échoué à réduire significativement l'utilisation des pesticides, l'Élysée reconnaît qu'il lui faut changer d'approche. Au salon ce samedi, Emmanuel Macron devrait poser un cadre *« pour une nouvelle approche en matière d'usage des produits phytosanitaires »*, nous dit-on. Il s'agira de mieux définir *« l'ensemble des produits que nous utilisons pour réussir cet objectif »* et de *« ne laisser aucun agriculteur sans solution »*.

Autre urgence : la part de l'agriculture dans le dérèglement climatique. Le secteur est responsable de 19 % des émissions de gaz à effet de serre au niveau mondial. Les épandages d'engrais et les élevages intensifs y sont pour beaucoup. Mais une fois de plus, tout en pointant l'importance de l'enjeu, le gouvernement reste extrêmement vague. Le ministre de l'agriculture est chargé de définir une stratégie d'ici le mois de juin. Il s'agit d'*« inventer l'élevage de demain »*, indique l'Élysée. De là à parler réduction des cheptels… Il y a un saut que la majorité macroniste n'est pas prête à faire.

# Des badges au logo Lactalis

Ressource en eau, biodiversité, gaz à effet de serre : les nécessités d'enclencher une transition écologique à grande échelle ne manquent donc pas. Mais il est un autre chantier colossal pour l'agriculture française : le renouvellement des générations. Dans dix ans, la moitié des agricultrices et agriculteurs doit partir à la retraite. C'est l'objet de la grande loi agricole du quinquennat, prévue pour cette année. Elle est censée aider les jeunes à accéder au foncier et à mieux se former. Ainsi qu'à se tourner vers la production d'énergie – photovoltaïque, méthanisation – et les technologies numériques. Une évolution qui est très loin de faire l'unanimité dans le monde agricole.

Les énergéticiens, à la recherche de nouveaux marchés et de verdissement, seront d'ailleurs bien présents au salon. TotalEnergies et la FNSEA s'afficheront ensemble lundi pour vanter le développement des énergies renouvelables dans les exploitations agricoles. Pendant ces neuf jours de grand mélange de politique, communication et intérêts économiques, on croisera aussi les géants de l'agroalimentaire, comme Lactalis, récemment mis en examen dans l'affaire du lait contaminé à la salmonelle.

Selon nos informations, la délégation de la commission des affaires économiques de l'Assemblée a même rendez-vous avec le n° 1 mondial des produits laitiers dès potron-minet, mercredi. Et comme il

est prévu que l’entreprise les accueille au salon avant l’ouverture au public, les badges d’entrée des membres de la délégation porteront le logo Lactalis. Les parlementaires rencontreront ensuite les grandes filières agroalimentaires : lait, betterave, céréales, porc, bovin… Un cocktail avec la FNSEA est prévu ; rien en revanche avec la filière bio, ni avec les organisations qui défendent un autre modèle agricole.